

CONVENTION FINANCIERE 2023
Entre l'association 3S Séjour Sportif Solidaire et Bordeaux
Métropole
Aide à l'investissement immobilier

Entre les soussignés

L'association 3S Séjour Sportif Solidaire, dite La Recyclerie Sportive Bordeaux, dont le siège social est situé 219 Avenue de la Marne, 33700 Mérignac, représentée par Monsieur Thibault Labarre, directeur,
ci-après désigné(e) « La Recyclerie Sportive Bordeaux »

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux Cedex, représentée par son Président, Alain Anziani, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2023/ du Conseil de Bordeaux Métropole du
ci-après désigné(e) « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

L'association intitulée « 3S : Séjour Sportif Solidaire », créée en 2015 à Paris, est l'association tête de réseau qui porte les différentes Recycleries Sportives sur le territoire (Paris, Massy, Lyon, Grenoble, Marseille et Bordeaux). L'établissement local a été créé en 2020 à Mérignac à la suite à la rencontre d'un porteur de projet local et des fondateurs de l'association.

La Recyclerie Sportive milite pour rendre la pratique sportive plus durable et plus accessible à tous les publics. En collectant les « déchets sportifs » sur la métropole, en les valorisant puis en les redistribuant à ses habitants, elle favorise l'émergence d'un sport circulaire, où les donateurs sont aussi les premiers bénéficiaires.

La Recyclerie Sportive Bordeaux sollicite Bordeaux Métropole pour une aide à l'investissement immobilier à hauteur de 55 400€ soit une participation métropolitaine de 25% sur un plan de financement total de 221 606,22€.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-32 1 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention d'investissement à l'organisme bénéficiaire pour l'année 2023.

Par la présente convention, **La Recyclerie Sportive Bordeaux** s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le programme d'investissement décrit à l'annexe 1. Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable à compter de sa signature et prendra fin au 31 août 2024, sans préjudice des conditions de versement du solde définies à l'article 6.2.

ARTICLE 3 CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION – PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Le montant global des investissements de l'organisme est de 221 606,22€ toutes taxes confondues (TTC) répartis comme suit :

Emplois	En € TTC	Ressources	En € TTC	%
Investissements immobiliers (assiette éligible)		Emprunts	76 206,23	34,4%
Installations, aménagements	171 379,02	Aides à l'investissement		
Maîtrise d'œuvre	21 427,20	Région	50 000	22,6%
Loyers année 1	28 800	Altarea Cogedim	30 000	13,5%
		Bordeaux Métropole	55 400	25%
		Phinoé Subvention	10 000	4,5%
Total (en €)	221 606,22	Total (en €)	221 606,22	

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à **La Recyclerie Sportive Bordeaux**, pour son programme immobilier sur la commune de Bordeaux, une subvention d'investissement d'un montant de 55 400€, équivalent à 25% de l'assiette immobilière éligible, conformément au plan de financement figurant en annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée s'avère inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du plan de financement prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles s'avèreraient être inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que **La Recyclerie Sportive Bordeaux** devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 6.2.

ARTICLE 4 CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini à l'article 1. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclus entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 5 MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 80 %, après signature de la présente convention en 2023, sous réserve de la transmission du justificatif prévu à l'article 6.1, soit un montant de 44 320€,
- 20 %, soit un montant de 11 080€, sur présentation des justificatifs prévus à l'article 6.2 et après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 3.

La subvention sera créditée au compte de **La Recyclerie Sportive Bordeaux** selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 6 JUSTIFICATIFS

6.1. Justificatif pour le paiement du premier acompte :

- un plan de financement, daté et signé du maître d'ouvrage, faisant apparaître l'ensemble des subventions, participations, emprunts, fonds propres, acquis et permettant de couvrir le coût de l'opération pour la période prise en compte.

6.2. Justificatif pour le paiement du solde :

La Recyclerie Sportive Bordeaux s'engage à fournir pour le paiement du solde les éléments suivants avant au plus tard le 31 août 2024 :

- un décompte financier définitif tel que défini en annexe 3 de la présente convention.

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

6.3. Autres justificatifs :

La Recyclerie Sportive Bordeaux s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice 2023 et au plus tard le 31 août de l'année 2024, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- un bilan financier de l'opération en dépenses et en recettes faisant apparaître l'engagement total des dépenses résultant du programme d'aménagement.

ARTICLE 7 AUTRES ENGAGEMENTS

- L'organisme bénéficiaire communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.
- L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 8 CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

La Recyclerie Sportive Bordeaux s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation de l'investissement prévu, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à la réalisation du programme subventionné.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, **La Recyclerie Sportive Bordeaux** devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, le bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 9 ASSURANCES ET RESPONSABILITES

La Recyclerie Sportive Bordeaux exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

La Recyclerie Sportive Bordeaux s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

La Recyclerie Sportive Bordeaux devra être en capacité de justifier à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 10 COMMUNICATION

La Recyclerie Sportive Bordeaux s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

La Recyclerie Sportive Bordeaux s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'elle pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 11 SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par **La Recyclerie Sportive Bordeaux** sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par **La Recyclerie Sportive Bordeaux** et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe **La Recyclerie Sportive Bordeaux** par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

ARTICLE 13 RESILIATION DE LA CONVENTION

Bordeaux Métropole se réserve le droit d'annuler l'attribution de la subvention si l'opération ne connaît pas un début d'exécution dans un délai de deux ans à compter de la décision du Conseil de la Métropole ou à défaut d'avoir entrepris lesdits travaux dans l'année suivante.

Il appartiendra à **La Recyclerie Sportive Bordeaux** de faire la preuve de ce début d'exécution, par la présentation des pièces relatives au paiement du premier acompte.

La subvention pourra être résiliée de plein droit si les conditions de règlement du solde ne sont pas remplies dans un délai de 3 ans ou en cas de liquidation judiciaire, dissolution ou liquidation amiable de cette société.

La résiliation de la convention en cours d'exécution pourra donner lieu à la restitution totale des sommes déjà versées.

ARTICLE 14 CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal compétent.

ARTICLE 15 ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Monsieur le Président de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux Cedex

Pour l'association La Recyclerie Sportive Bordeaux

Monsieur le Directeur
219 Avenue de la Marne
33700 MERIGNAC

ARTICLE 16 PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- annexe 1 : description du projet d'investissement
- annexe 2 : plan de financement
- annexe 3 : décompte financier et état des embauches

Fait à Bordeaux, le _____, en 3 exemplaires

Signatures des partenaires

Pour La Recyclerie Sportive,
Le Directeur

M. Thibault Labarre

Pour le Président de Bordeaux Métropole
et par délégation,
Le Vice-président

M. Alain GARNIER

Annexe 1

Description de l'opération immobilière en 2023

A la recherche d'un lieu pouvant accueillir du public depuis un an, c'est finalement sur le territoire de l'OIN Euratlantique, dans le secteur Belvédère, sur la rive droite de la commune de Bordeaux, que l'association s'est vue proposée une cellule en pied d'immeuble (en phase de livraison) par Altaréa Cogedim.

Ce local est situé plus précisément au sein de la zone d'aménagement concerté dénommée « Garonne Eiffel » dépendant de l'OIN Bordeaux Euratlantique, située sur la Rive Droite de la ville de Bordeaux et plus précisément au sein des secteurs Deschamps et Souys Richelieu. Le projet Belvédère s'inscrit dans la ZAC Garonne Eiffel et est un ensemble immobilier complexe à usage mixte composé de dix îlots dont six disposeront de commerces.

La cellule prise à bail commercial par l'association est au rez-de-chaussée d'un lot de la Zac Garonne Eiffel accueillant un projet de résidence pour étudiants (les étages supérieurs du même immeuble), des logements sociaux, des commerces et un parc de stationnement.

Grâce aux conseils de la foncière solidaire Nouvelle-Aquitaine ainsi que du service ESS, la Recyclerie Sportive a pu négocier certaines conditions financières du bail en mettant en avant ce que l'implantation de l'association apportera au quartier, notamment en :

- favorisant des nouveaux usages en termes de mobilité et de consommation ;
- proposant une offre de service alternative en intégrant les habitants au projet (bénévolat, transmissions des savoirs) ;
- favorisant la mixité sociale, étant à la croisée d'immeubles neufs (primo-accédants et logements sociaux) et des QPV de la Benauge, Cenon et Floirac.

D'une superficie de 160m², la cellule – livrée brute - a pignon sur le boulevard Joliot-Curie, lui donnant une grande visibilité pour les véhicules empruntant cet axe très passant qui comprendra des voies de bus express, des pistes cyclables et des voies piétonnes dès l'année prochaine.

Comme sur Mérignac et bien plus que sur l'espace de vente Ikos, ce nouveau local permettra de proposer :

- Un espace de vente d'articles sportifs de seconde main à prix solidaires pour les adhérents qui devront s'acquitter d'une cotisation de 5€/an ;
- Un atelier au centre de l'espace accueillera 3 à 4 créneaux de co-réparation de vélo par semaine afin de rallonger la vie des objets.

En vue de réaliser les travaux d'aménagement et d'honorer ses traites de loyer la première année, l'association sollicite Bordeaux Métropole pour une aide à l'investissement immobilier à hauteur de 55 400€ soit une participation métropolitaine de 25% sur un plan de financement total de 221 606,22€.

L'aménagement de la cellule nécessite les opérations suivantes :

- La réalisation d'études préalables (architecte, hygiène etc.)
- L'isolation et le chauffage
- L'éclairage
- La pose de sols

Annexe 2
Budget prévisionnel d'investissement 2023

Emplois	En € TTC	Ressources	En € TTC	%
Investissements immobiliers (assiette éligible)		Emprunts	76 206,23	34,4%
Installations, aménagements	171 379,02	Aides à l'investissement		
Maîtrise d'œuvre	21 427,20	Région	50 000	22,6%
Loyers année 1	28 800	Altaréa Cogedim	30 000	13,5%
		Bordeaux Métropole	55 400	25%
		Phinoé Subvention	10 000	4,5%
Total (en €)	221 606,22	Total (en €)	221 606,22	

**ANNEXE N°2 - SUBVENTION D'INVESTISSEMENT
PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL/REALISE DE L'OPERATION**

Nom de la structure :	en euros	Budget Prévisionnel				Budget Réalisé			
		2023	2024	Année	TOTAL	2023	2024	Année	TOTAL
EMPLOIS									
Investissements									
Incorporels									
Terrains									
Constructions									
Installations, aménagements									
Matériels, outils de production									
Besoin en fonds de roulement									
Constitution									
Accroissement									
Échéances de crédit - remboursement de capital									
Autres									
TOTAL EMPLOIS									
RESSOURCES									
Apports en Fonds propres									
Autofinancement									
Emprunts à moyen ou long terme									
obtenus									
à négociier									

Credit Bail	obtenus							
	à négocier							
Aides	État (préciser le(s) ministère(s) sollicité(s))							
	Région							
	Département							
	Bordeaux Métropole							
	Commune(s)							
	Organismes sociaux							
	Fonds européens							
	Autres (précisez)							
Autres								
TOTAL RESSOURCES								

Signature du Président ou du représentant légal Date Tampon de l'organisme

Annexe 3 : Décompte financier et état des embauches

1. BILAN FINANCIER 2023

1.1. Ajouter et compléter les colonnes « réalisé » par année à l'annexe 2 et la retourner « signée ».

1.2. Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté (« réalisé ») :

1.3. Observations à formuler sur le compte-rendu financier :

2. JUSTIFICATIFS ET EXPLICATIONS SUR LES EMPLOIS

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de la société,

certifie exactes les informations du présent compte rendu

Fait, le : | | | | | | | | | | à

Signature :

Signature

